

Questions orales

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. J'espère certes qu'il pourra agir plus rapidement que les tronçonneuses.

Alors que nous sommes à quelques mois des élections générales et l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement peut-être, le ministre de l'Environnement ne fait pas son devoir en ne préservant pas Clayoquot Sound pour les générations futures.

Comment le ministre peut-il priver les générations futures de cela? Comment pouvons-nous rester sans rien faire alors que des forêts qui existent depuis des siècles menacent d'être détruites? Est-ce là l'héritage qu'il veut laisser? S'agit-il du type d'exemple qu'il veut donner?

L'hon. Jean J. Charest (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, la députée n'est pas sans savoir que le gouvernement fédéral prend des mesures pour inclure de nombreuses régions du pays dans notre système de parcs nationaux. Nous avons établi un parc national dans la partie sud de l'île Moresby. L'année dernière, nous avons créé deux nouveaux parcs nationaux. Nous avons mis de côté des terres dans le nord de l'île de Baffin et nous avons également signé un accord sur l'établissement d'un parc dans l'île Banks, dans le Grand Nord.

Nous respectons nos engagements en ce qui concerne l'inclusion de certaines terres dans notre système de parcs nationaux. Nous essayons maintenant d'englober toutes les régions du pays et nous poursuivons nos efforts en ce sens.

* * *

LA MINE WESTRAY

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

En réponse à une question inscrite au *Feuilleton* le 18 mars 1991, le secrétaire parlementaire du premier ministre a déclaré que les lettres et les appels reçus par le bureau du premier ministre au sujet des projets de la mine de charbon Westray sont notés et transmis au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

Or, la réponse à une demande de renseignements faite en vertu de la Loi sur l'accès à l'information révèle que les 16, 17 et 26 octobre 1988, les 7 et 14 novembre 1988, les 6 et 9 janvier 1989 ainsi que les 4 et 8 février 1989 MM. Stanley Hartt et Peter White, respectivement chef de

cabinet et secrétaire principal du premier ministre, sont intervenus directement dans les accords de financement. À plusieurs reprises, ils ont fait des appels téléphoniques et ont été les seuls représentants du gouvernement fédéral présents.

Pourquoi a-t-on caché ces renseignements? Pourquoi le Parlement n'en a-t-il pas été informé?

L'hon. Tom Hockin (ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, le député sait que nous avons déjà déposé quelque 7 000 pages de textes et que d'autres suivront.

Mon collègue devrait également savoir que s'il est question d'ouvrir une mine dans une région où le chômage est élevé et qui a besoin de développement économique régional, les autorités de la région, les maires, les conseillers municipaux et autres qui réclament le projet vont aller frapper à toutes les portes. Ils iraient même frapper à la porte du bureau du premier ministre et à celle du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Ils feraient tout ce qu'ils pourraient pour savoir si le projet va se concrétiser, et les opposants au projet feraient sans doute la même chose.

• (1450)

Cela n'a rien d'alarmant pour qui connaît la façon dont le gouvernement fonctionne.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, si c'est le genre d'information que le gouvernement veut transmettre, pourquoi ne l'a-t-il pas déclaré en réponse à la question que j'avais posée longtemps avant la catastrophe.

Je répète que le 18 mars 1991, la correspondance a été inscrite et transmise. D'après les documents consultés grâce à une demande d'accès à l'information, le bureau du premier ministre a joué un rôle direct et important. Il arrivait souvent que le Chef de cabinet et le secrétaire principal du premier ministre étaient les deux seuls représentants du gouvernement fédéral à participer aux négociations.

S'il est correct de procéder ainsi, pourquoi le gouvernement n'en a-t-il pas parlé franchement?

L'hon. Tom Hockin (ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, les faits que relatent le député sont faux et il le sait. Presque tous les ministères clés du gouvernement ont pris part à cette décision. On en discutait dans les deux camps.